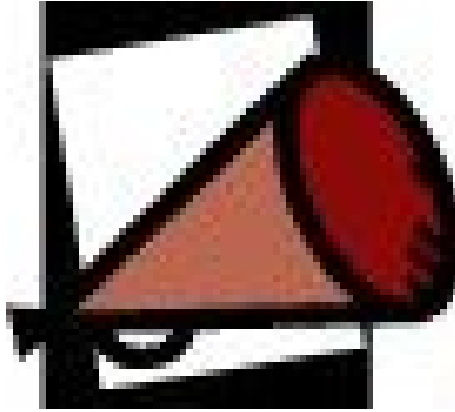


<https://www.pressegauche.org/Afghanistan-une-crise-latente>



Afghanistan : une crise latente

- International - Asie/Proche-Orient -



Date de mise en ligne : mardi 2 novembre 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Après l'effondrement du système étatique en Afghanistan et son occupation par les talibans, une grave crise humanitaire a frappé le pays comme un tsunami. Des centaines de milliers de personnes ont quitté le pays pour sauver leur vie alors que les talibans ciblent des personnes travaillant dans le département de la sécurité et dans certaines autres institutions du gouvernement précédent. Des millions de personnes ont perdu leur emploi. Les talibans ont fermé les portes aux femmes employées en masse. Même les fonctionnaires qui n'ont pas été licenciés ne reçoivent pas leur salaire. Les banques ne fonctionnent pas, donc des millions de personnes n'ont pas accès à l'argent de leurs comptes bancaires. Les efforts des talibans pour relancer la prestation des services de base ne sont pas pleinement couronnés de succès en raison de leur position rigide envers les anciens employés du gouvernement.

Tiré de [Plateforme altermondialiste](#).

L'auteur est militant démocratique pakistanais et ancien sénateur.

Les récents combats dans différentes parties du pays ont laissé un grand nombre de personnes déplacées et sans moyens de survie. Avec l'hiver rigoureux du pays qui approche, des millions de personnes sont confrontées au défi d'apporter de la nourriture à leurs tables et de se protéger du froid intense dans le pays montagneux. La seule façon d'éviter la catastrophe imminente est de lancer une aide humanitaire déterminée et clairement mandatée, dirigée et surveillée par l'ONU, sur le pied de guerre. Cela doit être la priorité absolue et urgente si la communauté internationale veut sérieusement éviter la catastrophe.

Les Afghans ont des relations socioculturelles séculaires avec leurs trois voisins d'Asie centrale du nord, mais ils n'ont pas beaucoup de relations interpersonnelles actives avec eux en raison de la politique de fermeture des frontières de l'ex-Union soviétique. Même après l'indépendance des républiques d'Asie centrale en 1991, les gouvernements n'ont pas ouvert leurs frontières pour des échanges de personnes à grande échelle. Ainsi, le Pakistan et l'Iran sont restés les principales destinations des réfugiés, commerçants, étudiants et touristes afghans au cours des dernières décennies. Mais malheureusement, le Pakistan et l'Iran ont adopté une politique très dure envers les Afghans lors des dernières crises politiques et militaires. Les deux pays ont strictement fermé leurs frontières aux Afghans. Les patients afghans ne sont pas autorisés à entrer au Pakistan pour se faire soigner et les étudiants afghans sont également bloqués en raison des restrictions de visa. La politique hostile des voisins immédiats a accru les souffrances des Afghans ordinaires.

Le sombre scénario susmentionné est aggravé par la nette domination des extrémistes et des partisans de la ligne dure dans le régime taliban qui a gravement sapé les efforts de relance du système étatique dans le pays ainsi que la reconnaissance du régime taliban par la communauté internationale. Contrairement aux affirmations de leurs patrons pakistanais, le gouvernement non inclusif des talibans dominé par des partisans de la ligne dure a fermement maintenu sa position d'exclusion des femmes de l'emploi public, de l'éducation et de la vie socioculturelle. Des militantes éminentes, qui ont été forcées de fuir le pays, l'ont à juste titre appelé l'apartheid des sexes. Des groupes ethniques importants comme les Tadjiks, les Ouzbeks, les Hazaras et d'autres n'ont aucune représentation ou une représentation négligeable dans le régime taliban. Le plus grand obstacle sur la voie de la renaissance du système étatique et de la formation d'un gouvernement inclusif est la position idéologique extrêmement rigide prise par les partisans de la ligne dure qui refusent d'adopter certaines normes internationales pour rendre leur système étatique et gouvernemental acceptable. Ces partisans de la ligne dure considèrent les attentats-suicides comme le principal facteur de leur « victoire » dans la guerre qui a duré deux décennies et, selon eux, ils ont été inspirés par l'objectif d'imposer la « pure » charia. Il est pertinent de rappeler qu'un fils de l'actuel taliban Amir (chef suprême)

Haibatullah Akhunzada avait également participé à un attentat suicide. Les nominations de certains des ministres non qualifiés sont justifiées par le fait que leurs fils étaient des kamikazes.

Les soi-disant modérés, dirigés par Mulla Abdul Ghani Baradar, soutiennent que les talibans doivent respecter l'accord de Doha avec les États-Unis, qui leur a conféré une légitimité en tant que partie majeure du conflit. Ils se méfient également du contrôle du réseau Haqqani sur la capitale Kaboul. Bien que le réseau Haqqani fasse désormais officiellement partie des talibans, il a maintenu ses relations étroites et directes avec les appareils de sécurité pakistanais. L'affrontement dans la direction des talibans n'est pas seulement théorique. Cela s'est transformé en un affrontement physique au cours de la première semaine de septembre lors d'une réunion pour discuter de la formation du nouveau gouvernement au palais présidentiel lorsque les deux parties se sont physiquement attaquées.

Mais les partisans de la ligne dure l'ont emporté et Mulla Baradar, l'un des nombreux vice-premiers ministres, reste mis à l'écart. Le pays n'a même pas encore de constitution provisoire. L'adoption partielle de la Constitution de 1964 à l'époque du roi Zahir Shah n'a été mentionnée qu'une seule fois par le ministre de la Justice, mais il n'y a pas eu de suivi faute de consensus. Comme leur contrôle militaire sur l'Afghanistan dans les années 1990, lorsque les talibans n'ont pas élaboré de constitution ou de système étatique approprié, la milice ne fait plus de distinction entre elle-même et l'État.

Les talibans Amir Haibatullah Akhunzada et le nouveau ministre de l'Intérieur Siraj Haqqani (qui dirige le réseau Haqqani) s'abstiennent d'apparaître publiquement pour des raisons de sécurité. Ils se sentent particulièrement menacés par les drones américains qui planent toujours dans le ciel de Kaboul et d'autres parties de l'Afghanistan. Entretemps, Daesh a poursuivi ses attaques, comme les attentats-suicide à Kaboul et à Kunduz, avec des centaines de victimes.

Mais le défi le plus important pour le régime des talibans dans les semaines et les mois à venir sera l'absence de toute stratégie de gouvernance. Ils ont fermé la porte aux technocrates et aux bureaucrates. C'est un gouvernement des mullas, par les mullas et pour les mullas. Mais ceux-ci sont totalement ignorants des questions de gouvernance. Les défis ont aussi des dimensions externes. Le Pakistan traite, à toutes fins pratiques, l'Afghanistan sous les talibans comme son protectorat. Mais il y a trois questions critiques à propos de cette relation. Premièrement, la relation maître-client entre le Pakistan et les talibans ne sapera-t-elle pas la crédibilité des talibans aux yeux des Afghans ordinaires qui les considèrent comme des marionnettes pakistanaises ? Deuxièmement, le Pakistan peut-il continuer à dominer l'Afghanistan compte tenu de ses graves crises économiques et politiques internes ? Troisièmement, Le Pakistan peut-il gérer les pressions et les pressions entre les États-Unis et la Chine qui peuvent déstabiliser à la fois le Pakistan et l'Afghanistan ?

Afrasiab Khattak